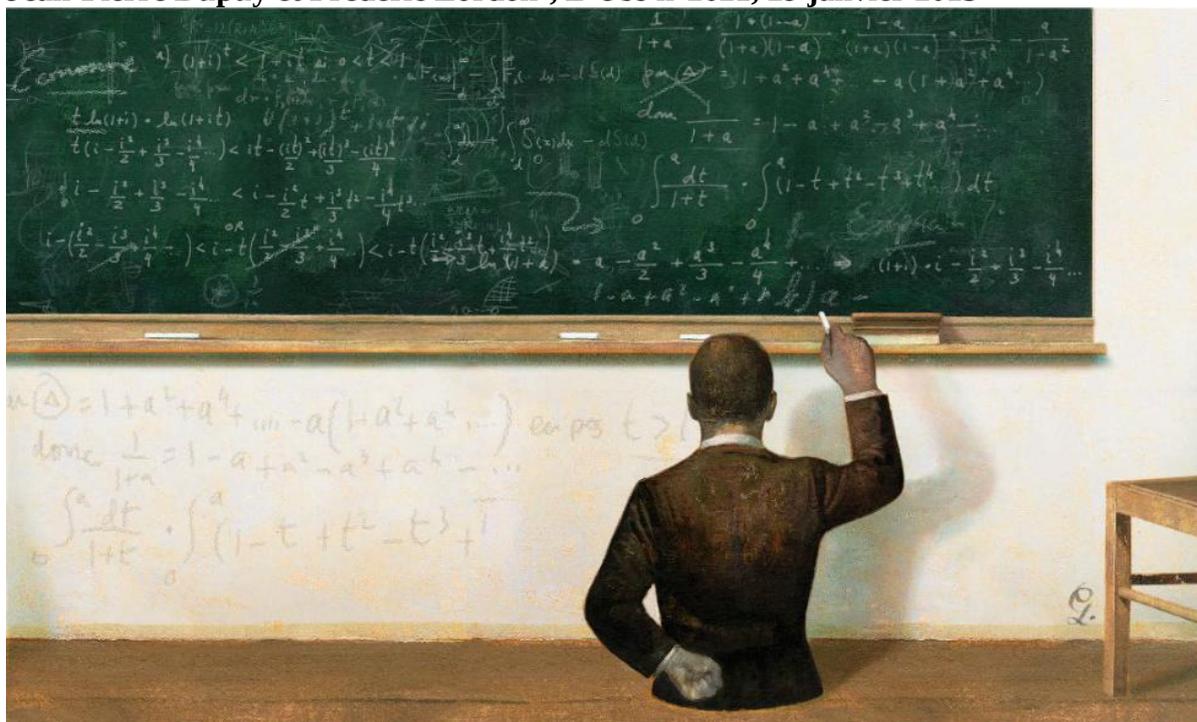


Portrait de l'économiste en nettoyeur

Jean-Pierre Dupuy et Frédéric Lordon¹, *L'Obs* n°2621, 29 janvier 2015



Dénonçant de longue date le manque de pluralisme intellectuel de leur discipline, les économistes hétérodoxes étaient sur le point d'obtenir la création d'une nouvelle filière universitaire, séparée. Ce projet vient d'être annulé sur intervention "au plus haut niveau"

L'un a été auprès de François Hollande l'ouvrier du paquet « austérité-pacte de responsabilité », soit la plus grande erreur de politique économique depuis Hoover, Brüning et Laval – ça valait bien une Légion d'honneur. L'autre est un théoricien de la concurrence si convaincu que les entreprises ne manquent jamais de faire appel aux cautions de sa science pour appuyer leurs demandes de déréglementation – mais son prix Nobel récent assure que la science est nécessairement neutre. Philippe Aghion et Jean Tirole, puisque c'est bien d'eux qu'il s'agit, ne sont pas seulement ces caricatures d'époque de l'économiste au service de tous les pouvoirs temporels : eux-mêmes directement engagés dans les luttes de pouvoir académique montent la garde et veillent au monopole institutionnel de la pensée orthodoxe.

Ainsi les aura-t-on vu activement oeuvrer au déraillement d'un projet de création au sein des institutions universitaires d'une nouvelle section « économie politique », distincte de l'installée « science économique ». L'affaire, vue de loin, semble avoir tout d'un obscur différend corporatiste, sans aucun intérêt pour le dehors. Il arrive cependant que des enjeux très généraux se trouvent repliés dans des querelles particulières. En l'occurrence il y va de la possibilité d'une pensée économique désalignée de la théorie dominante, dite néoclassique, dont les rapports avec l'ordre présent du monde, s'ils ne sont pas immédiats, n'en sont pas moins tout à fait réels – à l'image des deux théoriciens-activistes qui s'occupent à verrouiller toute la chaîne du discours économique, depuis la formation universitaire jusqu'à la formulation de la politique économique.

¹ Jean-Pierre Dupuy est professeur à Stanford et a longtemps enseigné à Polytechnique. Frédéric Lordon est directeur de recherches au CNRS et enseigne à l'EHESS.

Il y a beau temps que la sidérante absence de pluralisme des institutions de la science économique leur a donné un tour de dictature intellectuelle qui cadre mal avec les controverses naturelles de la science. La force institutionnelle de ce système est immense, qui réside dans ses propriétés d'intégration verticale : d'un bout à l'autre de la chaîne, de l'allocation des bourses doctorales jusqu'au prix Nobel, ne règne qu'une seule conception de la « valeur scientifique » : la conformité à la théorie des marchés, en laquelle tous se soutiennent, se reconnaissent et se renforcent mutuellement. En quelques décennies, le renouvellement démographique a converti une majorité de départ en monolithisme achevé : les doctorants d'hier sont devenus les professeurs d'aujourd'hui qui nomment leurs pairs de demain. Et puis, internationalement, « élisent » leur prix Nobel, dont les bulles redescendent en cascade tout au long de la pyramide. Toute pensée critique a déserté l'université économique. Il n'y a plus qu'à laisser jouer les effets d'attrition démographique pour y éteindre complètement toute hétérodoxie.

On ne peut pourtant pas dire que le bilan historique de la pensée orthodoxe soit glorieux. Quelles qu'en soient les nuances internes, c'est bien elle qui a fourni les justifications de la « science » aux profondes transformations structurelles des économies depuis trois décennies, dont le brillant résultat est offert à qui a des yeux pour voir. Cette « science »-là ne défendait-elle pas jusqu'en 2008 la thèse de l'efficacité des marchés financiers – qu'elle a largement contribué à déréglementer et à installer à une échelle inouïe ?

A l'image de ce qui se passe dans la conduite générale des gouvernements, il faut sans doute prendre pour un signe d'époque que la catastrophe inséparablement intellectuelle et politique de la « science économique » dominante n'ait ainsi produit aucune amorce de révision. Faut-il y voir l'une de ces crispations terminales qui signalent les fins de règne ? On aimerait le croire. Pour l'heure cependant, le cumul de la domination académique et du pouvoir d'influence s'accomplit dans des manoeuvres de coulisses pour garantir le maintien de l'ordre. C'est en intervenant directement auprès du ministère de l'Éducation nationale, et de l'Élysée même, que Jean Tirole a obtenu la suspension de la création au CNU (Conseil national de l'Université) d'une nouvelle section d'économie politique, pluraliste, critique, constitutivement ouverte aux autres sciences sociales – insupportable, quoi.

L'un jette dans la balance son prix Nobel, auquel on ne peut rien refuser puisqu'il sauve la France du déclinisme, l'autre sa position au Collège de France, et une rosette que son remettant lui-même, François Hollande, ne saurait désavouer. Le premier est une caricature de la consécration scientifique la plus haute alliée à la fermeture de pensée la plus totale. Le second afflige le Collège de France d'un défaut d'envergure intellectuelle qu'on n'aurait pas imaginé dans ces murs. Les deux ont pris possession des commandes « scientifiques » de la politique économique. Ils parachèvent le nettoyage dans les institutions académiques. Aura-t-on jamais vu si crûment le visage réel de l'économiste dominant, commis de l'ordre social et fondé de tous les pouvoirs ?